

Normandie. "Je refuse de signer le contrat de plan Etat-Région"

- 17:28 - 13/12/2020
- Par Le Courrier Cauchois



Hervé Morin, ici à Yvetot en juillet dernier: "Ce contrat de plan crée les conditions des difficultés de la Normandie"

Le président de Région Hervé Morin estime que l'enseignement supérieur normand est le grand oublié du futur contrat avec l'Etat.

Lundi 14 et mardi 15 décembre, à Caen, l'exécutif de la Région Normandie tiendra sa dernière plénière de 2020. Trente-deux points figurent à l'ordre du jour, dont une information sur l'avancement des négociations sur le prochain contrat de plan Etat-Région. *"Dans les conditions actuelles, je refuse de le signer"*, prévient le président normand Hervé Morin. L'objet de son courroux: l'enveloppe pour l'enseignement supérieur et la recherche qui s'élève à 46 millions d'euros, *"quand la Bretagne et les pays de Loire ont droit à 150 millions d'euros"*. Pour le patron de la Région, *"la richesse va à la richesse"*.

"Une tournée des popotes"

Au lieu d'aider la Normandie à rattraper sur son retard *"dans l'économie du XXI^e siècle, c'est-à-dire celle de l'intelligence"*, le gouvernement *"creuse un peu plus les inégalités"*. *"Du coup, nos meilleurs étudiants nous quittent"*, constate, amer, l'élu. *"A ce rythme-là, on continuera de rétrograder par rapport aux autres universités françaises. Ce contrat de plan crée les conditions des difficultés de la Normandie."*

Hervé Morin a donc entamé *"une tournée des popotes"*, pour que l'enveloppe dédiée à l'enseignement supérieur grossisse. *"Je demande qu'on ait 100 millions d'euros."* Il assure que cela peut se faire sans puiser plus d'argent dans la poche de l'Etat. *"Je dis redéployons les crédits"*, insiste-t-il. *"On nous propose 140 millions pour les routes alors qu'on sait pertinemment que 50 millions ne seront pas réalisables. Il y a une marge de manœuvre. Mon combat, c'est l'enseignement supérieur. La Région n'essaye pas de faire la quête. Elle souhaite bâtir un enseignement supérieur attractif."*

"Le budget reste dans la trajectoire du mandat"

Une autre délibération devrait mettre le responsable normand de meilleure humeur. Il s'agit de la présentation du budget primitif (BP), même si les temps sont durs pour les finances des collectivités territoriales. *"Je suis fier d'être le président de la Région qui investit le plus et de la moins endettée de France. C'est que nos services ne travaillent pas si mal"*, glisse-t-il. Concrètement, ce BP s'équilibre à un peu moins de 2 milliards d'euros. Les recettes de fonctionnement chutent d'une trentaine de millions. *"Toutefois, le budget reste dans la trajectoire du mandat"*, assure Hervé Morin. 626 millions d'euros d'investissement sont programmés. C'est moins qu'en 2020, parce qu'il n'y a plus les programmes liés aux trains, mais c'est 100 millions de plus que les prévisions. Ces investissements concerneront notamment les lycées et l'enseignement supérieur. L'exécutif promet que la quasi-totalité des travaux inscrits sera effectuée. *"Malgré le contexte sanitaire, nous sommes à 97 % d'investissements réalisés"*

en 2020. La Région a été un amortisseur de la crise", conclut Hervé Morin.

Un prêt participatif "innovant et utile"

Les entreprises normandes souffrent de la crise économique liée aux mesures sanitaires prises pour endiguer l'épidémie de coronavirus Covid-19. Pour les aider à se relever de situations parfois compliquées, la Région a imaginé un "prêt participatif", dont les grandes lignes seront exposées lors de la séance plénière de lundi 14 et mardi 15 décembre. Ce dispositif se veut *"innovant et utile"*. Il sera accessible à partir de janvier 2021. Sa particularité ? Il n'agira pas seulement sur l'urgence, mais aussi sur le court et le moyen termes. 50 millions d'euros ont été levés à cet effet, notamment auprès de la Commission européenne. *"On pourra aller jusqu'à 100 millions"*, a indiqué Hervé Morin. Ce prêt s'adresse en priorité aux petites entreprises des secteurs de la restauration, du tourisme et de la culture. Sa spécificité, c'est de proposer un remboursement à échéance avec un taux d'intérêt faible. Des simulations ont été présentées aux organisations professionnelles. Une coopération a été mise en place avec l'ordre des experts-comptables. Ces derniers joueront le rôle de prescripteurs. Ils feront remonter les demandes des entrepreneurs vers la collectivité territoriale. *"Le but, c'est de maintenir de l'activité et des emplois en repoussant, à des jours meilleurs, une dette liée à la crise"*, a conclu le président de Région.